

## POSTFACE DE L'ÉDITION HAÏTIENNE

La terre d'Haïti accueille chaque jour 800 nouveau-nés. Parmi eux, 570 auront la chance de s'inscrire à l'école primaire, dont 467 (80 %) aux frais exclusifs des parents. De ce nombre, 157 parviendront à terminer l'école primaire. Ils ne seront que 70 à terminer leur éducation secondaire et seulement 7 à obtenir la licence, premier diplôme d'enseignement supérieur offert par les universités haïtiennes. Parmi ces 7 diplômés de l'enseignement supérieur, 6 laisseront le pays pour aller s'établir à l'étranger. Voilà ce qu'il reste au pays comme ressources qualifiées pour l'accompagner dans sa quête d'amélioration des conditions de vie des Haïtiens. Quel paradoxe que le pays le plus pauvre de l'hémisphère Nord soit privé de ses ressources humaines les plus stratégiques dont la formation a coûté, pour chaque cohorte, près de 20 ans d'investissements publics et autant de sacrifices de la part des familles ?

Quel autre paradoxe que celui de la dépendance du pays vis-à-vis d'« experts » étrangers ? On ne s'interroge pas assez sur les coûts reliés à leur expertise ni sur la pertinence ou l'efficacité de leur intervention par rapport aux besoins réels de la société haïtienne.

Pouvons-nous briser ce cycle ?

D'aucuns ont pensé et pensent toujours que la catastrophe du 12 janvier 2010 serait le point de départ d'une rupture, d'un saut qualitatif qui apporterait au pays les ressources, et à ses élites, la vision, la volonté, l'esprit de cohésion et le savoir-faire nécessaires pour « reconstruire autrement », pour « refonder le pays » et bâtir une « Haïti nouvelle ». Certains discours ont fait référence aux « opportunités » qui s'ouvrent au pays, oubliant ou ignorant que celles-ci ne peuvent être opposables à la perte de plus de 200 000 vies et à la peine quotidienne que vivent des millions d'enfants, d'adultes et de vieillards dans des conditions qui ne font pas honneur à la dignité humaine.

Un peu plus d'un an après le désastre du 12 janvier 2010, alors que les « opportunités » manquent au rendez-vous<sup>1</sup>, les chants optimistes de naguère se muent en lamentations pour dire que les Haïtiens n'ont rien appris de ce drame et qu'ils sont bel et bien partis dans leur course bicentenaire vers l'autodestruction collective comme nation souveraine et comme patrimoine de l'humanité.

Pourtant, par-delà ces difficultés gigantesques, par-delà la précarité des conditions dans lesquelles la majorité des Haïtiens sont obligés d'organiser leur quotidien, par-delà aussi les frustrations exacerbées par les promesses non tenues ou l'inefficacité d'une certaine

---

<sup>1</sup> Sauf peut-être pour les ONG et certaines agences des Nations Unies, soudainement revigorées par l'injection de ressources providentielles et cherchant, à tâtons, leur raison d'être sur place dans la fourniture redondante de services publics de base en substitution à l'État dont on s'accommode bien, somme toute, de la faiblesse, pour ne pas dire de l'existence.

coopération, et par-delà enfin la léthargie des institutions étatiques aveugles sur leur mission de puissance publique, on ne peut ignorer les jalons qui se mettent en place. Jour après jour, les Haïtiens eux-mêmes, en particulier les laissés-pour-compte, prennent des initiatives pour transcender les limitations que l'environnement leur impose et construire à leur niveau des réponses à leurs besoins d'humanité. Il ne faut donc pas désespérer qu'un jour, ce savoir-faire immanent, cette force de proposition intérieure, et cette capacité d'action et d'invention puissent être valorisés, encadrés et soutenus, permettant ainsi aux Haïtiens de prendre conscience de leur « puissance de feu » et de canaliser ces énergies intrinsèques vers la conquête de leur dignité et du bonheur collectif.

La réponse du GRAHN est à mettre au rang de cette force de proposition et de cette capacité d'action dont les Haïtiens sont porteurs. Elle est le signe de l'émergence d'une nouvelle « communauté internationale », celle de la diaspora haïtienne. Cette communauté internationale, premier bailleur de fonds du pays avec des transferts qui avoisinent les deux milliards de dollars américains par an, mobilise les ressources d'une véritable force communautaire, coulée dans un creuset culturel commun, pétrie dans la solidarité et la fraternité et animée du puissant désir de voir les choses changer véritablement pour les Haïtiens.

Dernière étape d'un processus qui s'annonçait en six étapes (depuis le colloque des 4 et 5 mars 2010), l'ouvrage du GRAHN s'inscrit dans l'ordre du discours. Un discours informé, cohérent, structuré, nourri par la diversité d'une contribution plurielle qui a mobilisé un grand nombre d'Haïtiens du dehors et plusieurs du dedans. Entre le dire et le faire, le fossé est abyssal.

C'est un trait bien connu de nos façons de dire et de (ne pas) faire, dans notre chère *Ayiti Toma*. Nos amis du GRAHN ne peuvent l'ignorer. Est-ce la raison pour laquelle l'ouvrage se termine par un bouquet de propositions concrètes, avec des objectifs, des stratégies et dans certains cas des budgets ? En tout cas, c'est un geste qui exprime d'emblée l'intention de passer de la parole aux actes. C'est un beau et grand livre, porteur d'un vrai projet de métamorphose du réel, le réel haïtien bien entendu.

Nous voilà donc en plein dans le registre de l'action, à partir de propositions savantes et concertées, selon un processus qui, nous en sommes persuadés, sera sur le mode d'une interaction permanente entre la réflexion et l'action.

Se posent alors plusieurs questions.

D'abord, celle des ressources.

Le niveau des engagements internationaux en faveur d'Haïti attire un grand nombre d'acteurs nouveaux (organisations non gouvernementales, fondations, entreprises commerciales, lobbyistes...) dotés d'un savoir-faire indéniable dans la captation des ressources financières qui accompagnent généralement les réponses des bailleurs de fonds aux grandes catastrophes humanitaires. Le GRAHN sera-t-il dans cette course aux ressources, en s'inscrivant dans le décor imposé par les donateurs aux ONG et aux agences internationales invitées à aligner des projets par-ci par-là, avec le risque de réduire l'État

à un acteur passif, une fois qu'il a dit le mot magique que tel projet est conforme à ses priorités de développement ?

Ou bien au contraire, essaiera-t-il de mobiliser en priorité les ressources propres de son réseau ou de sa vaste « communauté internationale intrinsèque » pour aider l'État à construire les institutions nécessaires au bon fonctionnement du pays ? Saura-t-il aussi encourager les compatriotes de l'étranger à donner le signal de la prise des premiers risques d'affaires pour montrer que des investissements directs étrangers sont possibles en Haïti, mettant ainsi en déroute les perceptions obstinément entretenues que notre pays n'est pas une terre propice au développement des affaires ?

Vient ensuite la question de l'articulation avec le pays intérieur et ses institutions propres.

Haïti est petit, mais complexe. Malgré son dénuement, le pays n'est pas toujours réceptif à certaines formes d'aide, ce qui peut dérouter les meilleures générosités. D'où l'importance de l'écoute et de l'exigence d'humilité dans l'interaction avec l'intérieur, même lorsque l'intervenant du dehors se trouverait ou croirait se trouver en situation d'avoir des compétences à transférer. La meilleure structure d'aide n'est pas celle qui se perpétue et qui finit par trouver une raison d'être en soi et pour soi, mais au contraire celle qui assume dès le départ qu'elle doit travailler à sa propre disparition, parce que le partenaire local doit devenir capable de faire tout seul, dans le meilleur délai.

Vient enfin la question tout aussi sensible de l'articulation des réseaux externes eux-mêmes, dans un souci de synergie des différentes organisations de la diaspora, sans tomber pour autant dans le piège de la formule totalisante, hégémonique et paralysante. Il faut donc penser un décor qui fait place à des structures simples, à des mécanismes différenciés qui laissent aux acteurs locaux et externes le soin de penser l'innovation dans la diversité des modes de déploiement et des façons de faire sur le terrain.

Le concept de « communauté internationale intrinsèque » que j'ai évoqué plus haut est encore un projet. Qu'un tel projet se transforme en réalité vivante est parfaitement à notre portée, maintenant plus que jamais. Nous engager dans une telle voie, par approximations successives, comme dans certains processus convergents, nous laisse le temps de l'écoute et de la correction de nos erreurs, dans l'humilité et la fraternité.

Jacky Lumarque  
Recteur  
Université Quisqueya

